



**Convention contre
la torture et autres peines
ou traitements cruels,
inhumains ou dégradants**

Distr. générale
12 juillet 2012
Français
Original: anglais

Comité contre la torture

**Liste des points à traiter établie par le Comité avant la soumission
du troisième rapport périodique de la Slovaquie (CAT/C/SVK/3),
adopté par le Comité à sa quarante-huitième session
(7 mai-1^{er} juin 2012)***

**Renseignements concernant spécifiquement la mise en œuvre
des articles 1^{er} à 16 de la Convention, y compris au regard
des précédentes recommandations du Comité**

Articles 1^{er} et 4

1. À la lumière des observations finales du Comité, donner des renseignements détaillés sur les réformes juridiques entreprises pour rendre la définition de la torture figurant dans le Code pénal slovaque conforme aux articles 1^{er} et 4 de la Convention en érigeant en infraction pénale l'instigation ou le consentement exprès ou tacite d'un agent de la fonction publique ou de toute autre personne agissant à titre officiel (par. 5)¹.

Article 2²

2. À la lumière des précédentes observations finales du Comité, donner des informations sur les mesures prises par l'État partie pour faire en sorte que toutes les

* La présente liste des points à traiter a été adoptée par le Comité à sa quarante-huitième session, conformément à la nouvelle procédure facultative mise en place à la trente-huitième session, qui consiste à établir et à adopter des listes de points et à les transmettre aux États parties avant que ceux-ci ne soumettent le rapport périodique attendu. Les réponses à cette liste constitueront le rapport de l'État partie au titre de l'article 19 de la Convention.

¹ Les numéros de paragraphe entre parenthèses renvoient aux précédentes observations finales du Comité, publiées sous la cote CAT/C/SVK/CO/2.

² Les questions soulevées au titre de l'article 2 peuvent également l'être au titre d'autres articles de la Convention, notamment, mais pas exclusivement, de l'article 16. Comme il est indiqué au paragraphe 3 de l'Observation générale n° 2 (2007), «L'obligation de prévenir la torture consacrée à l'article 2 est de portée large. Cette obligation et celle de prévenir les peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (ci-après "mauvais traitements"), énoncée au paragraphe 1 de l'article 16, sont indissociables, interdépendantes et intimement liées. Dans la pratique, l'obligation de prévenir les mauvais traitements recoupe celle d'empêcher que des actes de torture ne soient commis et lui est dans une large mesure équivalente. (...) Dans la pratique, la ligne de démarcation entre les mauvais traitements et la torture est souvent floue.». Voir aussi la partie V de la même Observation générale.

personnes détenues bénéficient, en droit et dans la pratique, des garanties fondamentales dès le début de la détention, notamment du droit de communiquer avec un avocat, d'être examinées par un médecin, si possible de leur choix, de prévenir un proche, d'être informées de leurs droits et d'être déférées sans délai devant un juge (par. 6). Indiquer également à quel stade de la détention les détenus peuvent exercer leurs droits dans la pratique.

3. Donner des informations sur les mesures prises pour faire en sorte que les demandeurs d'asile aient plus facilement accès à l'aide juridictionnelle et à l'assistance d'un interprète³.

4. À la lumière des précédentes observations finales du Comité, donner des informations sur les mesures prises pour garantir la pleine indépendance du pouvoir judiciaire conformément aux Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature (par. 7). En particulier, donner des informations sur les mesures prises pour garantir l'indépendance du Conseil de la magistrature vis-à-vis du Président et du Gouvernement.

5. Donner des informations sur (CCPR/C/SVK/CO/3, par. 5):

a) Les mesures prises pour élargir le mandat et les compétences du Centre national des droits de l'homme;

b) Les mesures prises pour garantir que le Centre national des droits de l'homme soit doté de ressources financières et humaines suffisantes, conformément aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris).

6. Indiquer l'état d'avancement de la loi visant à conférer à la Cour constitutionnelle la compétence pour statuer sur la compatibilité de la législation nationale avec les instruments internationaux (CCPR/C/SVK/CO/3, par. 7).

7. À la lumière des observations finales du Comité et des réponses de l'État partie à ces observations (par. 14)⁴, donner des informations sur toute nouvelle mesure prise pour:

a) Ouvrir sans délai des enquêtes impartiales et approfondies sur toutes les allégations de stérilisation forcée de femmes roms, poursuivre et punir les auteurs de ces actes et accorder aux victimes une réparation juste et adéquate. À ce sujet, donner des informations à jour sur le nombre total d'affaires examinées par les tribunaux, le nombre de requêtes qui ont abouti, le montant des indemnités versées aux plaignants ayant eu gain de cause et le nombre d'affaires en cours;

b) Surveiller l'application de la loi n° 576/2004 afin de garantir que toutes les procédures voulues soient suivies pour obtenir le consentement plein et éclairé des femmes roms qui sont stérilisées;

c) Prévoir une formation spéciale visant à sensibiliser le personnel de santé aux dispositions de la législation nationale et internationale concernant la stérilisation forcée.

8. Donner des informations sur les mesures visant à garantir que le traitement hormonal des délinquants sexuels s'accompagne des garanties appropriées et que les prisonniers ne subissent aucune pression pour accepter ce traitement⁵.

³ Voir rapport du Comité pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) du Conseil de l'Europe sur la visite qu'il a effectuée en République slovaque du 24 mars au 2 avril 2009, CPT/Inf(2010)1.

⁴ Voir également CAT/C/SVK/CO/2/Add.1; CCPR/C/SVK/CO/3, par. 13; CERD/C/SVK/CO/6-8, par. 18; CEDAW/C/SVK/CO/4, par. 44 et 45.

Article 3

9. Fournir des données se rapportant à la période visée (par. 8)⁶, ventilées par âge, sexe et origine ethnique, sur:

- a) Le nombre de demandes d'asile enregistrées;
- b) Le nombre de demandeurs d'asile en détention;
- c) Le nombre de demandeurs d'asile dont la demande a été acceptée;
- d) Le nombre de demandes d'asile déposées et de celles qui ont été acceptées au motif que le demandeur avait été torturé ou risquait de l'être s'il était renvoyé dans son pays d'origine;
- e) Le nombre de cas de refoulement ou d'expulsion;
- f) Le nombre de cas de non-refoulement au motif que la personne risquait d'être soumise à la torture;
- g) Le nombre de demandes d'extradition reçues et la suite qui leur a été donnée;
- h) Les pays vers lesquels l'État partie a expulsé, renvoyé et extradé des personnes et le nombre de personnes expulsées, renvoyées ou extradées depuis l'examen du précédent rapport périodique.

10. Indiquer si des «assurances diplomatiques» ou leur équivalent ont été offertes à l'État partie ou acceptées par lui (par. 8)⁷. Dans l'affirmative, donner des informations détaillées sur:

- a) Les procédures en place pour obtenir des assurances diplomatiques;
- b) Les mesures prises pour établir un mécanisme approprié pour l'examen des assurances diplomatiques dans chaque cas particulier;
- c) Les mesures prises pour garantir des dispositifs efficaces de surveillance de la situation de l'intéressé après son renvoi;
- d) Les cas de refoulement, d'extradition et d'expulsion ayant fait l'objet de garanties diplomatiques depuis l'examen du précédent rapport;
- e) Les assurances qui n'ont pas été honorées et les mesures prises en conséquence par l'État partie.

11. Indiquer:

- a) Les mesures prises pour garantir que l'État partie s'acquitte de toutes les obligations qui lui incombent en matière de non-refoulement en vertu de l'article 3 de la Convention, s'agissant en particulier d'examiner tous les éléments de chaque cas et de respecter, dans la pratique, toutes les garanties procédurales dont doit bénéficier la personne expulsée, refoulée ou extradée (par. 8)⁸;
- b) À la lumière des observations finales du Comité et des réponses de l'État partie à ces observations, si l'État partie prévoit de modifier les exceptions aux garanties prévues à l'article 3 pour les personnes considérées comme représentant une menace pour

⁵ CPT/Inf(2010)1.

⁶ Voir également CERD/C/SVK/CO/6-8, par. 15.

⁷ Ibid.

⁸ Ibid.

la sécurité nationale et les personnes qui ont été condamnées pour une infraction particulièrement grave⁹.

12. Donner des informations sur le cas de Mustapha Labsi, qui a été expulsé vers l'Algérie en avril 2010 alors que la Cour européenne des droits de l'homme avait émis une ordonnance de mesure provisoire interdisant à l'État partie d'extrader l'intéressé tant que l'examen en appel de sa nouvelle demande d'asile n'était pas terminé. Les renseignements dont dispose le Comité indiquent que l'extradition a eu lieu avant que M. Labsi ait le temps de saisir la Cour constitutionnelle¹⁰. Indiquer si tel a été le cas. En outre, donner des informations sur la procédure de notification de la décision d'expulsion à l'intéressé, à ses avocats et aux membres de sa famille, les éventuelles assurances diplomatiques contre la torture ou d'autres mauvais traitements données par l'Algérie et les mécanismes de suivi après le renvoi.

Articles 5, 6, 7, 8 et 9

13. Donner des informations sur les mesures prises par l'État partie pour établir sa compétence aux fins de connaître des actes de torture lorsque l'auteur présumé est présent sur tout territoire sous sa juridiction, que ce soit pour l'extrader ou pour engager des poursuites contre lui, conformément aux dispositions de la Convention (par. 8). Donner également des informations sur tout accord d'entraide judiciaire signé par l'État partie avec d'autres pays.

Article 10

14. Donner des renseignements sur les programmes d'enseignement et de formation mis en place par l'État partie pour faire en sorte que les membres des forces de l'ordre, le personnel pénitentiaire et les gardes frontière connaissent bien les dispositions de la Convention et sachent qu'aucun manquement ne sera toléré et que toute violation donnera lieu à une enquête, et que les auteurs d'infraction seront poursuivis (par. 11).

15. À la lumière des observations finales du Comité (par. 11), donner des informations sur les mesures qui ont été prises pour:

a) Faire en sorte que tout le personnel s'occupant des détenus, notamment les professionnels qui participent aux enquêtes et à la collecte de preuves sur les cas de torture, reçoive une formation spécifique sur les moyens de déceler les signes de torture et de mauvais traitements, conformément au Manuel pour enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants (Protocole d'Istanbul);

b) Inclure des renseignements sur toutes les dispositions de la Convention, en particulier sur l'interdiction absolue de la torture, dans les modules de formation concernant les règles, instructions et méthodes d'interrogatoire.

16. Indiquer si l'État partie a élaboré une méthode permettant d'évaluer l'efficacité des programmes de formation/d'enseignement et leur incidence sur la réduction des cas de torture, de violence et de mauvais traitements, et, dans l'affirmative, donner des informations sur le contenu et l'application de cette méthode (par. 11).

⁹ Voir également CAT/C/SVK/CO/2/Add.1.

¹⁰ Conseil de l'Europe, Déclaration du Secrétaire général Thorbjørn Hagland sur l'extradition de Mustapha Labsi, communiqué de presse 355 (2010); Centre national slovaque des droits de l'homme, «Report on the Observance of Human Rights Including the Observance of the Principle of Equal Treatment in the Slovak Republic for the Year 2009» (2010), p. 22 et 23.

Article 11

17. Donner des statistiques, ventilées par type d'infraction, origine ethnique, âge et sexe, sur le nombre de personnes en détention provisoire et de détenus condamnés (par. 12, 13, 15 et 21)¹¹.

18. Donner des informations sur les nouvelles règles, instructions, méthodes et pratiques d'interrogatoire et sur les dispositions régissant la garde des personnes soumises à toute forme d'arrestation, de détention ou d'emprisonnement qui ont pu être adoptées depuis l'examen du précédent rapport périodique, en indiquant la fréquence avec laquelle elles sont réexaminées, afin de prévenir tout cas de torture ou de mauvais traitement (par. 11 et 13). Indiquer si les policiers continuent d'être autorisés à menotter les personnes en détention à des objets fixes dans les postes de police. Préciser le nombre de cas dans lesquels des policiers ont menotté des détenus à des objets fixes, en spécifiant le lieu, ainsi que la durée pendant laquelle ce traitement a été subi dans chaque cas.

19. Donner des informations sur la manière dont l'État partie a révisé le régime d'isolement cellulaire depuis son dernier rapport périodique (par. 12). En particulier, décrire les mesures prises par l'État partie pour limiter le placement à l'isolement et faire de celui-ci une mesure de dernier ressort, appliqué pour une durée la plus courte possible et soumise à une surveillance stricte, et pour garantir la possibilité d'un contrôle juridictionnel.

20. À la lumière des observations finales du Comité (par. 12), donner des informations sur les mesures prises pour:

- a) Améliorer les conditions de détention des mineurs afin de les rendre conformes à l'Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing), et aux Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté (Règles de La Havane);
- b) Faire en sorte que les mineurs ne soient placés en détention qu'en dernier recours;
- c) Veiller à ce que les mineurs ne soient pas détenus avec des adultes, quelle que soit la forme de la détention;
- d) Garantir le réexamen régulier des conditions de détention des mineurs;
- e) Instituer un programme de formation de juges spécialisés pour les mineurs, notamment sur l'application de mesures non privatives de liberté.

21. À la lumière des observations finales du Comité, indiquer s'il existe un organe indépendant habilité notamment à procéder à des visites inopinées de tous les lieux de privation de liberté, y compris les commissariats de police et les centres de détention provisoire (par. 10). Dans l'affirmative, donner des informations sur le mandat spécifique conféré à cet organe et les ressources qui lui sont allouées, ainsi que sur ses activités. Si tel n'est pas le cas, donner des informations sur les mesures prises pour créer un tel organe.

22. Donner des informations sur la réglementation actuelle relative à l'utilisation d'armes à feu par les agents des forces de l'ordre et indiquer en quoi cette réglementation est conforme à la Convention et aux autres instruments internationaux pertinents. En particulier, donner des informations sur l'utilisation des armes à impulsion électrique¹².

¹¹ Voir CERD/C/SVK/CO/6-8, par. 14.

¹² CPT/Inf(2010)1.

Articles 12 et 13

23. Fournir des données statistiques sur le nombre de plaintes pour actes de torture et mauvais traitements, sur les enquêtes et les poursuites auxquelles ces plaintes ont donné lieu et sur l'issue des procédures, notamment les sanctions disciplinaires ou pénales prononcées. Les informations concernant les auteurs des plaintes devraient être ventilées par sexe, âge et origine ethnique (par. 9, 13 et 21). Donner en particulier des renseignements supplémentaires sur l'affaire dans laquelle 10 policiers accusés d'abus d'autorité ont été traduits devant le tribunal de district de Kosice II, en indiquant à quel stade en est le procès, quels sont les articles sur lesquels reposait l'inculpation et si un jugement a été rendu. Préciser si tous les accusés ont été suspendus ou démis de leurs fonctions en attendant l'issue de la procédure¹³.

24. À la lumière des observations finales du Comité, donner des informations sur les mesures prises pour renforcer l'indépendance du Bureau des services d'inspection afin de garantir que des enquêtes impartiales et efficaces soient ouvertes sans délai concernant les allégations de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants (par. 9)¹⁴. Indiquer si ces mesures consistent notamment à faire intervenir des experts indépendants qui ne font pas partie de la police. En outre, préciser si les tous les agents dont il y a lieu de soupçonner qu'ils ont commis des actes de torture et des mauvais traitements sont suspendus ou mutés pendant la durée de l'enquête.

25. Donner des informations sur la procédure à suivre pour déposer une plainte en détention provisoire, et indiquer le nombre de plaintes effectivement reçues et les suites qui leur ont été données (par. 13 et 21).

26. Indiquer quelle est la procédure à suivre pour déposer une plainte dans les établissements de santé mentale, combien de personnes placées dans de tels établissements ont adressé des plaintes et des requêtes pour mauvais traitements aux autorités pendant la période considérée et quelle a été l'issue de ces plaintes (par. 20 et 21).

27. À la lumière des observations finales du Comité et des réponses de l'État partie à ces observations (par. 15)¹⁵, donner des informations sur:

a) Les nouvelles mesures prises pour renforcer la lutte contre les mauvais traitements à l'encontre des détenus roms en garantissant l'exercice de leurs droits dès le début de la détention;

b) Les enquêtes sur les allégations de mauvais traitements et d'usage excessif de la force à l'encontre des membres de la communauté rom par des agents des forces de l'ordre, y compris le nombre de plaintes concernant de tels actes et les poursuites, les condamnations et les sanctions auxquelles elles ont donné lieu, ainsi que l'indemnisation des victimes. Indiquer également le nombre d'agents des forces de l'ordre ayant fait l'objet de sanctions disciplinaires ou pénales pour abus de pouvoir à caractère raciste ou autre traitement discriminatoire à l'égard de membres de la communauté rom;

c) Les mesures prises par l'État partie pour recruter des policiers d'origine rom.

¹³ Réponse de l'État partie, par. 23 et 24.

¹⁴ Voir également CCPR/C/SVK/CO/3, par. 14.

¹⁵ Voir également CAT/C/SVK/CO/2/Add.1; CCPR/C/SVK/CO/3, par. 8; CERD/C/SVK/CO/6-8, par. 14. Voir aussi CRC/C/SVK/CO/2, par. 34 et 35, et Centre slovaque pour les droits de l'homme, «Report on the Observance of Human Rights», p. 21 et 22.

Article 14

28. Donner des renseignements sur:

a) Les mesures prises pour que les victimes de torture et de mauvais traitements obtiennent une indemnisation adéquate et bénéficient de programmes de réadaptation appropriés, comprenant une assistance médicale et psychologique (par. 16). Indiquer si des ressources suffisantes ont été allouées pour assurer à toutes les victimes la réadaptation la plus complète possible;

b) Les mesures de réparation et d'indemnisation ordonnées par les tribunaux et dont les victimes d'actes de torture ou leur famille ont effectivement bénéficié depuis l'examen du précédent rapport périodique. Indiquer notamment le nombre de demandes de réparation déposées, le nombre de demandes auxquelles il a été fait droit, le montant de l'indemnité accordée et la somme effectivement versée dans chaque cas (par. 21);

c) Toute nouvelle mesure visant à garantir que les victimes d'actes de torture ou leur famille puissent obtenir réparation et bénéficient d'un droit exécutoire à une indemnisation équitable et adéquate, y compris les moyens nécessaires à une réadaptation la plus complète possible (par. 16). Fournir une copie de la législation en vigueur et de toute décision dans laquelle un tribunal a appliqué ou interprété cette législation.

Article 16

29. À la lumière des observations finales du Comité (par. 17)¹⁶, donner des informations sur:

a) Le nombre de plaintes, d'enquêtes, de poursuites et de condamnations (y compris le type de sanctions et, le cas échéant, leur durée) concernant des actes de violence à l'égard des femmes et des filles dans le contexte de la violence au sein de la famille;

b) Les mesures prises afin de mettre en place des mécanismes de protection contre les violations à l'égard des femmes et des filles dans le contexte de la violence au sein de la famille, y compris toute campagne de sensibilisation et formation à l'intention des fonctionnaires concernant la violence au sein de la famille;

c) Les mesures prises pour faire en sorte que toutes les allégations de violence au sein de la famille donnent lieu sans délai à une enquête impartiale et efficace et que les auteurs soient poursuivis et condamnés s'ils sont reconnus coupables;

d) Les mesures prises pour protéger les femmes victimes de violence, notamment en leur donnant accès à des centres d'accueil et à des services de conseil qui soient en nombre suffisant et répondent aux normes pertinentes;

e) Les mesures prises pour améliorer la coopération avec les organisations non gouvernementales qui s'emploient à protéger les femmes et les filles contre la violence;

f) Les mesures prises pour améliorer les méthodes de recherche et de collecte de données relatives à la violence sexiste et encourager les victimes à signaler les cas de violence au sein de la famille.

¹⁶ Voir également CCPR/C/SVK/CO/3, par. 11, et CEDAW/C/SVK/CO/4, par. 34.

30. À la lumière des observations finales du Comité (par. 19)¹⁷, donner des informations sur:

- a) Le nombre de plaintes, d'enquêtes, de poursuites et de condamnations (y compris le type de sanctions et, le cas échéant, leur durée) dans les affaires de traite de personnes, ventilées par sexe, âge, origine ethnique (ou origine des victimes);
- b) Le nombre de visas de protection des témoins délivrés à des victimes de la traite et le nombre de victimes qui ont bénéficié d'une aide à la réadaptation;
- c) Les mesures prises pour améliorer les services de réadaptation et de réinsertion dont bénéficient les victimes de la traite;
- d) Les nouveaux programmes de formation destinés aux agents des forces de l'ordre, au personnel des services d'immigration et à la police des frontières sur les causes, les conséquences et l'incidence de la traite des personnes.

31. À la lumière des observations finales du Comité, indiquer si des mesures ont été prises pour interdire expressément les châtiments corporels au sein de la famille et pour diffuser des informations sur cette interdiction et veiller à son application (par. 18)¹⁸.

32. À la lumière des observations finales du Comité (par. 20)¹⁹, donner des informations sur les mesures prises pour:

- a) Améliorer les conditions de vie des patients dans les établissements psychiatriques;
- b) Veiller à ce que tous les lieux où des patients souffrant de troubles mentaux sont internés d'office fassent l'objet d'inspections régulières par des organes de surveillance indépendants afin que les garanties prévues pour protéger les droits de ces patients soient dûment appliquées;
- c) Développer des mesures de substitution à l'internement d'office des personnes souffrant de troubles mentaux.

33. Donner des informations sur les mesures prises pour améliorer les installations dans tous les lieux de détention²⁰. En particulier, donner des informations sur:

- a) Les mesures prises pour réduire la surpopulation carcérale, en particulier pour augmenter l'espace vital minimum dont disposent les détenus partageant une cellule;
- b) Les mesures envisagées pour mettre un terme à la pratique des fouilles à nu collectives et garantir que chaque fouille de ce type pratiquée sur un détenu repose sur une évaluation individuelle et soit menée de façon à respecter, autant que possible, la dignité de la personne concernée;
- c) Les améliorations apportées à la procédure de placement dans une cellule/unité de sécurité, et le réexamen de ce placement;
- d) La question de savoir si des mesures ont été prises pour améliorer les possibilités qu'ont les détenus de maintenir un contact avec l'extérieur dans les centres de détention pour étrangers, en particulier le centre de détention de Sečovce.

¹⁷ Voir également CEDAW/C/SVK/CO/4, par. 34.

¹⁸ Voir également CCPR/C/SVK/CO/3, par. 12, CEDAW/C/SVK/CO/4, par. 34 et 35, et CRC/C/SVK/CO/2, par. 36 et 37.

¹⁹ Voir également CPT/Inf(2010)1. Voir également Centre national slovaque pour les droits de l'homme (2010), «Report on the Observance of Human Rights», p. 25 et 26.

²⁰ CPT/Inf(2010)1.

Autres questions

34. Donner des renseignements à jour sur les mesures prises par l'État partie pour répondre à la menace d'actes terroristes et indiquer si elles ont porté atteinte aux garanties concernant les droits de l'homme en droit et dans la pratique, et de quelle manière; indiquer comment l'État partie assure la compatibilité de ces mesures avec toutes ses obligations en droit international, en particulier en vertu de la Convention, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment la résolution 1624 (2005). Décrire la formation dispensée aux agents des forces de l'ordre dans ce domaine et indiquer le nombre de personnes condamnées en application de la législation antiterroriste, les garanties juridiques et les voies de recours disponibles pour les personnes visées par des mesures antiterroristes en droit et dans la pratique; préciser si des plaintes pour non-respect des normes internationales ont été déposées et quelle en a été l'issue.

35. Donner des informations sur les dispositions prises par l'État partie en vue d'adhérer au Protocole facultatif se rapportant à la Convention (par. 22). Indiquer en outre, si l'État partie envisage de procéder à la ratification de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et la Convention pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

Renseignements d'ordre général sur la situation des droits de l'homme dans le pays, y compris les nouvelles mesures et faits nouveaux concernant la mise en œuvre de la Convention

36. Donner des renseignements détaillés sur les faits nouveaux survenus depuis l'examen du précédent rapport périodique en ce qui concerne le cadre juridique et institutionnel de la promotion et la protection des droits de l'homme au niveau national, y compris toute décision de justice en rapport avec ces questions.

37. Donner des informations détaillées sur les nouvelles mesures d'ordre politique, administratif et autre prises depuis l'examen du rapport initial pour promouvoir et protéger les droits de l'homme au niveau national, notamment sur les plans et programmes nationaux qui ont été adoptés dans le domaine des droits de l'homme, en précisant les ressources allouées, les moyens mis à disposition, les objectifs et les résultats.

38. Apporter toute autre information sur les nouvelles mesures et initiatives mises en œuvre pour appliquer la Convention et donner suite aux recommandations du Comité depuis l'examen du rapport initial en 2001, y compris les données statistiques utiles, et sur tout fait survenu dans l'État partie qui revêt un intérêt au titre de la Convention.
